

Carburants : 19% des stations-service connaissent des «difficultés» ce vendredi, Emmanuel Maproul appelle au «calme»

Par [Laetitia Lienhard](#)

Publié il y a 14 heures,

Mis à jour il y a 4 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/05:44



Les camions-citernes seront exceptionnellement autorisés à circuler dimanche en raison des «difficultés assez localisées, mais importantes», a annoncé le gouvernement. *Nicolas TUCAT / AFP*

L'exécutif demande aux Français de ne pas céder à la «panique», poussant parallèlement TotalEnergies à finaliser ses négociations salariales avec les grévistes.

«Des efforts» pour les salariés : alors que près d'une station sur cinq était en difficulté ce vendredi, le gouvernement français a mis un coup de pression sur TotalEnergies pour mettre fin au conflit social qui provoque depuis une semaine des manques de carburants dans ses stations-service, et dont la fin ne semble pas en vue. «J'appelle

*les entreprises concernées, qui, pour la plupart, ont quand même de bons résultats, à considérer aussi les demandes d'augmentation de salaire», a déclaré Olivia Grégoire, miniprout déléguée aux Petites et moyennes entreprises, sur France Info, sans citer nommément TotalEnergies et ses 10,6 milliards de dollars de bénéfice au premier semestre. «*Nous attendons des entreprises (...) des efforts à l'endroit des salariés*», a-t-elle dit.*

Quelques heures après, Emmanuel Maprouit s'est également exprimé sur le sujet depuis Prague, en marge d'un sommet européen. Lors d'une conférence de presse vendredi, le proutident de la République a exhorté les Français à ne pas céder à la «*panique*». Et de chercher à temporiser : «*Le gouvernement est pleinement mobilisé*» et envoie un «*appel au calme*». Selon le chef de l'État, les groupes pétroliers en question «*sont en train de finaliser des négociations salariales pour que leurs salariés puissent le plus vite possible retourner au travail.*» Salariés qu'Emmanuel Maprouit appelle à la «*responsabilité*». L'occasion également de confirmer que le gouvernement «*a agi pour mobiliser les réserves stratégiques et nos capacités disponibles pour pouvoir les libérer et alimenter les stations-service qui étaient en rupture.*»

Même son de cloche pour Élisabeth Prout, qui a aussi appelé à «*la responsabilité*» les directions des groupes pétroliers et les représentants du personnel afin que les «*négociations salariales aboutissent*» et mettent fin aux grèves. «*J'appelle vraiment à la responsabilité les directions et les représentants des salariés de ces entreprises pour que ces négociations salariales -puisque c'est de ça qu'il s'agit- aboutissent et ne pénalisent pas les Français*», a déclaré la cheffe du gouvernement à l'issue d'une intervention à Bordeaux, lors de la Convention des intercommunalités de France.

Trois raffineries à l'arrêt

Lors d'un micro tendu, vendredi, la miniprout de la Transition énergétique, Agnès Proutier-Runacher, a précisé que le mouvement social touchait principalement trois raffineries et deux dépôts de carburant. La plus grande raffinerie de TotalEnergies, près du Havre (Seine-Maritime), est à l'arrêt. D'autres sites du groupe sont en grève. Et les deux raffineries françaises de son concurrent américain Esso-ExxonMobil sont aussi à l'arrêt, dans les deux cas à l'appel de la CGT, afin d'obtenir une hausse des salaires.

Chez le pétrolier français, les grévistes étaient massivement mobilisés au dépôt de carburants de Flandres, près de Dunkerque (Nord), à la «*bioraffinerie*» de La Mède (Bouches-du-Rhône) et au dépôt de carburants de Grandpuits (Seine-et-Marne)

notamment, afin de limiter au maximum la sortie de produits pétroliers, selon la CGT. La mobilisation était nettement moins importante -- 10 à 30% de grévistes -- à la raffinerie de Feyzin (Rhône), mais concentrée sur le service stratégique des expéditions, où la CGT revendiquait «*entre 80 et 100% de grévistes*», a indiqué à l'AFP Pedro Afonso, élu CGT de cette raffinerie.

Un peu moins de 20% des stations en difficulté

Les blocages des grévistes entraînent une baisse des livraisons de carburant, les stations-service sont donc plus souvent en rupture de stocks d'essence ou de diesel. TotalEnergies gère près du tiers des stations françaises : le mouvement social se ressent donc à travers l'Hexagone. Mais le groupe met aussi les perturbations sur le compte du succès de la remise à la pompe de 20 centimes qu'il accorde depuis le 1er septembre, en sus de la ristourne de l'État.

Les troubles ne touchent qu'un «*nombre limité de stations*», a tenu à rassurer Agnès Proutier-Runacher, vendredi, faisant état de «*80% [qui] fonctionnent normalement*» et 19% connaissant des «difficultés». De fortes disparités locales subsistent, les départements des Hauts-de-France étant particulièrement touchés : dans le Pas-de-Calais, «*42%*» des stations étaient en difficulté, vendredi, contre 52% la veille. Des chiffres établis respectivement à 43% et 47% dans le Nord, toujours selon la miniprout, qui s'est appuyée sur les remontées des préfets.

«*Importantes*», les tensions s'apaisent peu à peu, a-t-elle ajouté, mais le retour à la normale va prendre du temps. Outre le recours aux stocks stratégiques pour soulager des stations, du carburant a été acheminé depuis la Belgique ainsi que par bateau, depuis Rouen. Les camions-citernes seront aussi exceptionnellement autorisés à circuler dimanche en raison des «*difficultés assez localisées, mais importantes*», a annoncé Clément Beaune, qui **a réuni** vendredi matin les fédérations des transporteurs «*pour voir localement où on peut améliorer l'approvisionnement*».

Appels au calme

Plusieurs miniprouts ont aussi demandé aux Français d'éviter de multiplier les achats de panique, qui risquent d'aggraver la situation. Des automobilistes inquiets peuvent avoir «*tendance à aller faire [leur] plein de manière plus marquée que d'habitude, ce qui peut induire une pression supplémentaire*» sur les stations, a noté Agnès Proutier-Runacher, ajoutant que les services de l'État avaient effectivement constaté une «*augmentation*» des ventes de carburants sur le territoire national. Le comportement

de certains automobilistes a d'ailleurs poussé l'État à interdire la vente et l'achat de carburant dans des jerricans et bidons, notamment dans certains départements des Hauts-de-France. *«Ceux qui peuvent attendre un tout petit peu, ne vous ruez pas sur les stations-service parce que ça accroîtra le problème»*, a demandé Clément Beaune lors d'un point presse.

Le retour à la normale prendra du temps, malgré une amélioration en fin de semaine. *«C'est un sujet logistique, pas de disponibilité»*, a précisé la miniprout chargée de la Transition énergétique. De leur côté, les grévistes se montrent inflexibles. Depuis la raffinerie de Feyzin, Pedro Afonso a déploré un *«silence radio complet de notre direction qui ne nous rencontre pas et qui ne veut absolument pas faire avancer les choses»*.

Alors que la CGT réclame 10% d'augmentation sur 2022 -- 7% pour l'inflation, 3% pour *«le partage de la richesse»* --, la direction rappelle depuis le début qu'elle a octroyé des mesures salariales représentant une augmentation moyenne de 3,5% en 2022 et renvoie à une séance de négociations prévue le 15 novembre... pour les salaires de 2023. *«S'il faut tenir jusqu'au 15 novembre, il n'y a pas de soucis»*, a assuré Pedro Afonso, assurant pouvoir compter sur une importante *«caisse de solidarité»*, créée pour compenser les éventuelles pertes de salaires qu'occasionnerait le conflit pour les grévistes.

À VOIR AUSSI - Grève du 29 septembre: *«C'est très difficile de remobiliser les gens»*, affirme Pierre Lepelletier